ASSEMBLÉE NATIONALE

5 février 2021

PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3699)

Retiré

AMENDEMENT

N ° AE288

présenté par

M. El Guerrab, Mme Kuric, M. Becht, M. Bournazel, Mme Chapelier, M. Christophe, M. Euzet,
Mme Firmin Le Bodo, M. Gassilloud, M. Herth, M. Houbron, M. Huppé, M. Kervran,
M. Lamirault, M. Larsonneur, M. Ledoux, Mme Lemoine, Mme Magnier, Mme Valérie Petit,
M. Potterie et Mme Sage

ARTICLE PREMIER

I. - Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« au plus tard en 2025, tout en assurant sa pérennité » ;

II. - En conséquence, à l'alinéa 9, après l'année :

« 2022 »

insérer les mots :

« et 0,7 % du revenu national brut d'ici 2030 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objectif de se donner une échéance pour respecter la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies 2626 (XXV), paragraphe 43, du 19 novembre 1970. Selon la dernière revue par les pairs réalisée par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, ce sont plus de six milliards d'euros supplémentaires qui seront nécessaires dans le budget 2022 par rapport au début du quinquennat pour atteindre l'objectif des 0,55 %. Soit l'équivalent d'un peu plus d'un milliard d'euros supplémentaire chaque année. Le non-respect de cet engagement par la France depuis 50 ans est synonyme d'un manque à gagner de plus de 200 milliards d'euros pour les populations les plus vulnérables de la planète, selon les estimations de certaines Organisations Non Gouvernementale